

Unité départementale de l'Essonne

Cité administrative

Boulevard de France

91010 Evry-Courcouronnes Cedex

Réf : D2022-

Affaire suivie par : LEKIBY-ELILA Aymar

Courriel : aymar.lekiby-elila@developpement-durable.gouv.fr

Téléphone : 01 60 76 32 24

Evry-Courcouronnes, le 29 juillet 2022

N:\ACTIONS_ICPE\ETAMPES\Saint_Chéron\CMC_MATERIALS_UPC_exKMG\
Inspections\2022-06-30

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



CMC Materials UPC ex KMG Chemicals Inc.

Usine de la Rachée

91530 ST CHERON

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2022 dans l'établissement CMC ex KMG Chemicals Inc. implanté Usine de la Rachée 91530 ST CHERON. L'inspection a été annoncée le 15/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CMC ex KMG Chemicals Inc.
- Usine de la Rachée 91530 ST CHERON
- Code AIOT dans GUN : 0006504895
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Non IED - MTD

La société CMC Materials UPC est spécialisée dans le domaine de la production de solutions ammoniacales et d'acides minéraux, la fabrication des composés chimiques utilisés principalement dans l'industrie électronique.

Le site de Saint-Chéron compte quatre activités principales :

- le stockage de produits toxiques et très toxiques liquides ou gazeux (acides et bases, tels que HF ou TMAH) ;

- le stockage et le conditionnement de liquides inflammables ;
- la purification, la dilution et le conditionnement de bases et d'acides ;
- le regroupement et le nettoyage des récipients et emballages vides en retour clients.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative de l'établissement ;
- Suite de la visite d'inspection du 24/06/2021 ;
- Prescriptions relatives à la prévention de la pollution des eaux et sous sols
- Prescriptions relatives à la prévention des risques ;
- Gestion des déchets
- Retour sur l'étude de dangers de 2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)
NC 1.1 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article NC1.1	/	Lettre de suite préfectorale
NC 1.2 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article NC1.2	/	Lettre de suite préfectorale
RQ1.3 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.3	/	Lettre de suite préfectorale
RQ1.5 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.5	/	Lettre de suite préfectorale
RQ 1.7 Suivi de la qualité des eaux	Autre du 24/11/2021, article obs 1.7	/	Lettre de suite préfectorale
Etude de dangers	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
NC 2.1 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article NC2.1	/	Sans objet
RQ1.4 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.4	/	Sans objet
RQ1.6 Suite de la visite 24/06/21	Autre du 24/06/2021, article Obs1.6	/	Sans objet
RQ3.1 Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/11/2021, article Obs 3.1	/	Sans objet
Stockage de liquide inflammable	Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 9	/	Sans objet
Garanties financières	AP Complémentaire du 12/02/2015, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 30/06/2022 n'a pas révélée de non-conformités susceptibles d'engendrer des risques pour les installations ou pour l'environnement. Toutefois des observations auxquelles l'exploitant doit répondre ont été formulées dans le présent rapport.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : NC 1.1 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article NC1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité de la défense incendie
Prescription contrôlée : L'exploitant informera l'inspection de sa position sur la nécessité : - soit de faire les travaux complémentaires afin de respecter le critère de débit de 180 m ³ /h ; - soit de formuler une demande justifiée de modifier la prescription de l'article 71.15 du chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2001-PREF.DCL/0460 du 12 décembre 2001.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant n'a pas encore déterminé l'option retenue pour le respect de la prescription. L'orientation choisie par l'exploitant serait de mettre en place une réserve d'eau d'extinction incendie (bâche souple ou bassin maçonné) afin de disposer d'un volume supplémentaire d'eau de 120 m ³ minimum en remplacement du poteau incendie prévu à l'article 71.5 Chapitre V de l'arrêté préfectoral n°2001-PREF.DCL/0460 du 12 décembre 2001. L'exploitant a présenté une étude et un devis réalisés en vue d'installer une bâche souple à l'arrière du bâtiment P ; cette solution ne serait pas retenue, car la bâche sera dans la zone des effets thermiques en cas d'incendie du bâtiment. L'exploitant indique réfléchir à une autre localisation. L'exploitant prendra l'avis du SDIS afin d'évoquer la solution de la création d'un bassin maçonné ou l'implantation de la bâche souple en dehors de la zone des effets thermiques et transmettre les conclusions à l'inspection des installations classées avec un échéancier des travaux à réaliser.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : NC 1.2 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article NC1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Inspection externe en exploitation des réservoirs
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport de l'inspection externe en exploitation des réservoirs définie au § 6.2 de la DT94. L'exploitant précisera en particulier : - la liste des contrôles réalisés ainsi que les résultats obtenus, - la qualification des inspecteurs, - éventuellement la liste des contrôles qui n'auraient pas pu être réalisés accompagnée d'une justification détaillée des difficultés techniques rencontrées.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de contrôle des cuves réalisés par APAVE, le 19/07/2021. Le rapport en date du 20/07/2021 conclut sur un état satisfaisant de l'ensemble des cuves contrôlées. Par contre, l'exploitant n'a pas présenté de plan d'inspection des réservoirs conformément à l'article 29 de l'arrêté du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables, exploités au sein d'une installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation. L'exploitant doit mettre en place un plan d'inspection des cuves conforme à l'article 29 de l'arrêté du 3/10/2010 susmentionné et le transmettre à l'inspection des installations classées.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : NC 2.1 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article NC2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage dans le bâtiment M
Prescription contrôlée : La modélisation flumilog permettant de déclasser l'incendie du total du bâtiment M dans la matrice de l'étude de dangers a été faite pour des conditions de stockage donnée prévues dans l'étude de dangers. L'exploitant devra mettre en place des moyens permettant de garantir le respect en permanence de la quantité maximale de stockage (528 palettes), de l'interdiction de stockage des produits inflammables ainsi que de l'absence de tout produit combustible autre que le bois, le carton et le polyéthylène.
Constats : Afin de s'assurer des conditions et volumes de stockage sur le site, l'exploitant déclare disposer d'un logiciel permettant d'identifier les emplacements devant recevoir les matières en livraison. L'exploitant précise que le logiciel gère la fiche ADR, le client, la nature du produit, ainsi que les conditions de stockage. Tout stockage est préalablement défini par un code et un emplacement. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le numéro de l'emplacement correspondant au numéro mentionné sur l'emballage des produits ou matières reçus. Donc les quantités de produits ou matières stockées respectent les prescriptions de l'arrêté préfectoral. L'exploitant précise que pour identifier les éventuelles erreurs humaines lors du stockage, un inventaire physique est réalisé régulièrement.
Observations :/
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RQ1.3 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article Obs1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Temps de réponse de la chaîne MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant formalisera explicitement dans le rapport de contrôle annuel du système de détection et d'extinction incendie du bâtiment D le respect du temps de réponse (6 à 15 secondes) de la chaîne MMR relative au système de détection.
Constats : L'exploitant déclare qu'en l'état actuel du bâtiment D, le temps de réponse de la chaîne MMR est de 30 secondes (d'évacuation du personnel) + 30 secondes (d'injection du gaz carbonique). Selon l'exploitant, les travaux seront réalisés sur le bâtiment D pour que le système d'extinction soit complètement à base d'Inergen avec la mise en place d'une détection supplémentaire au niveau de la toiture. L'exploitant déclare à l'issue des travaux, les 30 secondes de temporisation prévues pour l'évacuation du personnel ne seront plus à prendre en compte et le temps de réponse sera donc de 30 secondes, ce qui sera à formaliser dans le projet d'arrêté complémentaire relatif à l'instruction de l'étude de dangers. L'exploitant informe que la livraison des travaux sur le bâtiment D est prévue au 30/09/2022. Par ailleurs, l'exploitant a réalisé des tests d'étanchéité sur le bâtiment D, un remplacement des portes est nécessaire pour garantir cette étanchéité. Ces travaux seront aussi réceptionnés en septembre 2022. L'exploitant transmettra à l'inspection les documents relatifs à la réception des travaux sur le bâtiment D.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : RQ1.4 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article Obs1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Protection du bâtiment D
Prescription contrôlée : L'exploitant informera l'inspection de la solution retenue pour garantir une protection suffisante contre l'incendie du bâtiment D et les effets domino associés entre le choix de la mise en place d'une extinction par injection d'INERGEN pour l'ensemble du bâtiment D et un autre devis pour la mise en place une extinction par mousse à haut foisonnement.
Constats : La solution retenue par l'exploitant pour garantir une protection suffisante contre l'incendie du bâtiment D est l'inertage par Inergen (voir RQ1.3). L'exploitant informe que le futur système d'extinction à l'Inergen fera l'objet d'un nouveau contrôle de la chaîne MMR en fonction des équipements en place.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RQ1.5 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article Obs1.5
Thème(s) : Risques accidentels, Test d'étanchéité
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra à l'inspection le rapport du prochain test d'étanchéité la salle blanche protégée par l'injection de l'Inergen au sein du bâtiment D.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de contrôle de l'étanchéité du bâtiment D réalisé par la société TYCO. Le rapport établi par TYCO conclut sur l'absence d'étanchéité de ce bâtiment et préconise le remplacement des portes. L'exploitant déclare avoir demandé un devis pour la réalisation de ces travaux.
L'exploitant transmettra à l'inspection les justificatifs de la réalisation des travaux d'étanchéité du bâtiment (cf RQ 1.3)
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : RQ1.6 Suite de la visite 24/06/21

Référence réglementaire : Autre du 24/06/2021, article Obs1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Réfection de la rétention du bâtiment E
Prescription contrôlée : L'exploitant transmettra à l'inspection le bon de réception des travaux relatifs à la réfection de la rétention du bâtiment E, du bassin de rétention déporté et de la cour du site.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que la réfection des deux bassins de rétention était réalisée avec la mise en place d'un revêtement adéquat. Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que les travaux de rénovation des bassins de rétention du site étaient réalisés.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : RQ 1.7 Suivi de la qualité des eaux

Référence réglementaire : Autre du 24/11/2021, article obs 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant a informé l'inspection de la réalisation, en mai 2021 par le bureau BURGEAP, de l'analyse des eaux souterraines, de l'air, des sols et à l'intérieur des bâtiments. Les résultats de l'analyse ont été transmis par courriel du 24/06/2021.</p> <p>Les résultats d'analyse présentés par l'exploitant présentent dans l'ensemble une réduction des concentrations au niveau des eaux souterraines par rapport aux campagnes de 2019 et 2020. Les valeurs restent encore très élevées en COHV (perchloroéthylène et tetrachloroéthylène) pour les piézomètres PA4 et PA6. Pour les mesures des gaz du sol, deux point CG4 et CG8 montrent un dépassement important en COHV. Pour la mesure de l'air ambiant dans les bâtiments, des dépassements importants ont été relevés dans les bâtiments B, U et T.</p> <p>L'inspection note que les résultats transmis n'ont pas été analysés et affinés par le bureau d'études, pour déterminer les valeurs obtenues ou les variations constatées au niveau des eaux souterraines. L'exploitant doit transmettre le rapport final dès réception de celui-ci.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis les résultats des analyses réalisées en décembre 2021 par le cabinet BURGEAP; ceux ci concluent sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un impact en COHV et dans une moindre mesure en BTEX dans les eaux souterraines de la nappe alluviale à l'est du site, au droit des ouvrages PA4 et PA6 ; - une absence d'impact, présence de traces d'hydrocarbures et de COHV dans les eaux superficielles de l'Orge, avec une légère augmentation des concentrations de l'amont vers l'aval du site ; - un impact en COHV dans les gaz des sols en limite est du site ; - un impact en hydrocarbures, BTEXN et COHV dans l'air ambiant des bâtiments (B, U, G) et très marqué au droit du bâtiment T. Cette dégradation de la qualité de l'air intérieur trouve en partie son origine dans un impact du sous-sol (sols et eaux souterraines), notamment pour les bâtiments T et G, à l'exception du naphthalène et du trichloroéthylène mesurés au sein des bâtiments U et G. <p>Compte tenu du résultat du diagnostic complémentaire des sols et du suivi semestriel de la qualité environnementale du site de l'usine de la Rachée, le cabinet BURGEAP préconise les recommandations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La réalisation d'un diagnostic complémentaire sur les sols afin de délimiter totalement la zone de pollution concentrée présente à l'est du site et la réalisation d'un plan de gestion associé ; • Le maintien de la surveillance environnementale du site (libérer l'accès à l'ouvrage Pz8). <p>L'exploitant va poursuivre la surveillance de la pollution au niveau des eaux souterraines et des gaz du sol et réaliser un diagnostic permettant de délimiter l'étendue de la pollution.</p>
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : RQ3.1 Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2021, article Obs 3.1
Thème(s) : Situation administrative, Stockage des produits relevant de la rubrique 4431
Prescription contrôlée : L'exploitant envisage de stocker sur son site des produits relevant de la rubrique 4431 en quantité inférieure au seuil de classement. L'inspection informe l'exploitant de transmettre, à M. le Préfet de l'Essonne, un dossier de porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation.
Constats : Lors de la visite, l'exploitant déclare ne pas avoir commencé le stockage des produits relevant de la rubrique 4431. Il indique qu'un dossier de porter à connaissance sera transmis à Monsieur le Préfet de l'Essonne. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'aucune modification des conditions d'exploitation du site ne peut se faire sans qu'elle ne soit portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Stockage de liquide inflammable

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/12/2010, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Opération chargement/déchargement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chapitre I</p> <ul style="list-style-type: none"> - une ronde périodique des opérateurs est organisée - le flexible de remplissage est contrôlé périodiquement - une alarme de sécurité de niveau haut entraîne la mise à l'arrêt des transferts de produits : les pompes sont automatiquement arrêtées et une vanne automatique est fermée sur l'alimentation. - une alarme sonore prévient les opérateurs de tout défaut de mise à la terre lors des opérations de dépotage. <p>Chapitre II :</p> <p>20°) Le bâtiment D n'est pas destiné au stockage de produits inflammables. La quantité maximale de produits inflammables présente dans ce bâtiment est de 10 m³.</p> <p>22°) Le stockage des produits inflammables est interdit dans le bâtiment F</p> <p>Quantité des produits liquides très toxiques dans les bâtiments E et M limitées à 1 m³</p> <p>Constats : • L'exploitant indique qu'il n'y a pas de ronde périodique retracée dans un registre, mais précise que lors des opérations de remplissage, il y a toujours la présence d'au moins un opérateur. Lors de la visite, l'exploitant a présenté la procédure utilisée par l'exploitant et le chauffeur lors des opérations de déchargement. Cette procédure prend en compte les étapes avant dépotage, pendant et après le dépotage ; en fin d'opération l'opérateur et le chauffeur valident et signent la check-list.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Concernant le contrôle des flexibles de remplissage, l'exploitant a présenté sous format informatique un document sûreté dans lequel est mentionné la date d'installation et de mise en fonctionnement des flexibles. Le document indique un contrôle annuel des flexibles avec un remplacement tous les 6 ans, en absence de détérioration ponctuelle. Les flexibles concernés sont ceux transportant l'alcool isopropylique, l'acétone et le butyl-acétate. L'alimentation en ammoniac ne dispose pas de flexible. • L'exploitant confirme l'absence de stockage des produits combustibles et toxiques dans les bâtiments E et M. • Concernant le contrôle des niveaux des réservoirs de stockage de liquides inflammables, les réservoirs disposent de système de détection des niveaux (niveau visuel extérieur, niveau haut et niveau très haut).
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2015, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Modification des garanties financières
Prescription contrôlée : L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.
Constats : Le jour de la visite l'exploitant indique que le rachat de CMC Materials UPC par ENTEGRIS ne modifie pas le numéro SIRET ou SIREN, ni la forme juridique de la société. La dénomination de la société n'a pas encore été modifiée. Ceci n'impacte donc pas les conditions et le montant des garanties financières. Par ailleurs l'exploitant confirme que les garanties financières du groupe en France sont assurées par la même société.
Observations : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etude de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Hypothèse et méthodologie de l'EDD
Prescription contrôlée : L'étude de dangers décrit les mesures de conception, les mesures d'ordre technique et les mesures d'organisation et de gestion pertinentes propres à réduire la probabilité et/ ou les effets des phénomènes dangereux et à agir sur leur cinétique.
Constats : Cf. partie confidentielle.
Observations : /
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Annexe confidentielle

Non communicable au public

Informations consultables selon des modalités adaptées et contrôlées

Nature du caractère confidentiel :

- ☒ Information sensible (1)
- ☐ Secret industriel
- ☐ Autres : préciser

(1) Information sensible non communicable pouvant faciliter la commission d'acte de malveillance (cf. note ministérielle du 20 février 2018 et instruction du gouvernement du 06 novembre 2017). Exemples : localisation des barrières de sécurité, localisation des stocks de produits dangereux...

Pour chaque point de contrôle dont le bloc de confidentialité est complété :

Nom du point de contrôle : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7.3

Référence réglementaire : Risques accidentels, Hypothèse et méthodologie de l'EDD

Information confidentielle :

L'exploitant a transmis en 2021 la révision de son étude de dangers, référencée APSYS – FTED200312/NT/21-00523.

Cette révision amène les remarques suivantes de l'inspection:

- la circulaire du 10 mai 2010 permet d'exclure le phénomène dangereux "Pressurisation d'un bac de liquide inflammable" lorsque les événements sont correctement dimensionnés. Il est indiqué p.96 du tome III de l'EDD que : "A la vue des résultats, l'événement sur la cuve C (DN 500) est correctement dimensionné. Ce n'était pas le cas sur les cuves E et F pour lesquelles la surface cumulée éventable nécessaire était supérieure à celle présente. De ce fait, CMC a modifié la fermeture du trou d'homme des cuves E et F afin que celui-ci de diamètre 500 s'ouvre pour une surpression de 74,5 mbar."

Il conviendra de fournir les éléments justifiant le choix de la valeur de 74,5 mbar de surpression pour l'ouverture du trou d'homme.

- EDD Tome III p.113 et Annexe III-15 p.8 G1 : Phénomène dangereux 6 "fuite d'une bouteille de gaz toxique"

Par rapport à la précédente EDD, ce scénario passe d'une case MMR de rang 1 à une case MMR de rang 2 dans la grille MMR. Cependant, ce scénario ne fait l'objet d'aucune MMR. **Il conviendra d'explicitier les éléments mis en place pour réduire le risque lié à ce scénario.**

- EDD Annexe III-15 "Niveaux de probabilité" : il manque le détail des calculs des probabilités indiquées dans les nœuds papillons. Ainsi, il n'est pas toujours évident de savoir d'où viennent ces valeurs, particulièrement dans les cas de figures ou plusieurs scénarios sont regroupés dans un même nœud papillon, comme c'est le cas pour le "NP M : incendie dans l'un des bâtiments de stockage ou VCE dans le bâtiment E". **Il conviendra de détailler les calculs des probabilités pour l'ensemble des nœuds papillons.**

- EDD Tome III p.177 "Risques d'effets domino liés aux différents phénomènes" et

Annexe III-15 "niveaux de probabilité": comme recensé dans le tableau 54 du tome III de l'EDD, certains phénomènes dangereux peuvent être à l'origine d'effets dominos sur d'autres bâtiments ou aires de stockages de l'établissement. Néanmoins, l'EDD ne détaille pas si les scénarios agresseurs vont ou non avoir un effet sur les phénomènes dangereux existants des zones impactées (en tant qu'évènement initiateur par exemple), voir conduire à de nouveaux phénomènes dangereux.

Certains effets dominos apparaissent comme événements initiateurs dans les noeuds papillons de l'annexe III-15 mais au vu des éléments disponibles il n'est pas possible de comprendre le raisonnement ayant conduit à retenir ces effets dominos et à écarter les autres. Par exemple, pour le bâtiment E, les feux de cuvette de rétention ou l'incendie sur l'air de dépotage sont identifiés comme événements initiateurs d'un incendie ou VCE dans le bâtiment E, mais l'UVCE et le flash-fire des cuvettes de rétention ou l'explosion du ciel gazeux de la citerne du camion de solvant ne sont pas pris en compte sans que cela ne soit expliqué dans l'EDD.

Il est indiqué p.177 de l'EDD que "Dans la suite de l'étude, seuls les taux de fréquence des effets dominos entraînant un accident majeur sont présentés ainsi que ceux menant à l'incendie généralisé d'une zone. La prise en compte des taux de fréquence des effets dominos ne vient pas modifier le taux de fréquence retenu pour les phénomènes dangereux impactés." Pour autant, le document n'explicite pas quels sont les effets dominos concernés et ceux qui ne le sont pas.

Il conviendra de compléter la partie "effets dominos" de l'EDD en prenant en compte les remarques ci-dessus.

- EDD Tome III p.205-207: **il conviendra d'indiquer dans le tableau des MMR les niveaux de confiance associés à chaque MMR**, en précisant le lien avec les taux de défaillance présents dans le tableau.

